

Néolibéralisme et pensée unique

Michel Bernard et Léo-Paul Lauzon

Numéro 68, 1997

Hygiénisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/46344ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (imprimé)

1923-2764 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bernard, M. & Lauzon, L.-P. (1997). Néolibéralisme et pensée unique. *Inter*, (68), 12-13.

néolibéralisme et

Michel BERNARD et Léo-Paul LAUZON (Chaire d'études socio-économiques de l'Université du Québec à Montréal)

La servitude la plus indigne, c'est la servitude volontaire SÉNÈQUE

Un sentiment d'urgence « philosophique » vient à l'esprit de celui qui constate combien le néolibéralisme est aujourd'hui maître du terrain idéologique et comment il constitue un des mouvements intellectuels les mieux financés, sans doute à cause de sa fonction instrumentale dans la dissimulation du pouvoir de ceux qui dominent le marché. Un grand nombre de think-tanks, instituts et chaires universitaires appuyés par d'importants intérêts financiers, propagent les idées de la nouvelle droite, du néoconservatisme et répand sa marée de matière oiseuse¹. Chez nous, par exemple, l'institut C.D. Howe, qui se donne les apparences de l'objectivité, est en réalité une entreprise privée vouée aux intérêts de l'establishment financier dont les membres sont les cinq grandes banques, les grandes compagnies d'assurance, des courtiers, des firmes de comptables et des grandes corporations².

Les médias de DESMARAIS, de BLACK et de PÉLADEAU font défiler les économistes de banques, les porte-parole des chambres de commerce, du Conseil du patronat, les distributeurs de cotes de crédit, les comptables et les courtiers qui passent chacun leur tour pour débattre le « kit » néolibéral prêt-à-penser composé d'une petite douzaine d'énoncés du capitalisme idyllique : trop d'impôts, trop de réglementations, trop d'instabilité politique, déficit, crise, krach, boom, etc. Il n'y manque que les nuées de sauterelles. Sans parler des éditorialistes autocensurés qui se font du capital-patron en étant systématiquement antiétatiques, antisindicalistes, anti-programmes sociaux, anti-secteur public, comme dans La Presse à DESMARAIS. Malgré les résultats désastreux que l'on peut déjà comptabiliser à son débit, le néolibéralisme est devenu le socle d'une pensée unique³. Une anecdote significative : devant le retrait du financement de l'État, l'École des Hautes Études commerciales de Montréal somme ses professeurs de s'associer à des compagnies commanditaires de leur salaire. Le moindre petit déplacement d'un degré en retrait de la droite, un écart au dogme serait sanctionné par la perte de la commandite. L'évangilisme-affairiste généralisé fait que cette « sublime idée » n'a même pas déclenché un éclat de rire universel.

Pour avoir les coudées franches, pour briser toutes vellétés de planification et de répartition étatiques, ceux qui occupent le dessus du panier économique, par exemple les 2 % d'Américains qui contrôlent 55 % des actifs financiers, les 10 % qui détiennent 90 % des portefeuilles aux États-Unis, les deux millions de lecteurs du Wall Street Journal qui possèdent chacun un avoir net moyen approchant le million de dollars, doivent « démontrer » que l'économie fonctionne toute seule selon ses lois propres et que la poursuite des intérêts personnels, seraient-ils les plus grossiers, réalise l'intérêt général. Beaucoup d'argent est dépensé pour nous persuader que le marché « autofonctionne » pour le bonheur général, que le capitalisme, malgré sa tendance à concentrer les richesses et à précariser le grand nombre, est un jeu à somme positive à l'intérieur duquel la majorité est mieux que sous n'importe quel autre système. On aboutit à une unicité du jugement car les alternatives sont écartées a priori et demeurent impensées.

La pensée unique écarte l'héritage théorique d'une société fondée sur un acte volontaire répété, sur un contrat social, sur un idéal social abstrait reconnu par une volonté générale et exprimé politiquement. Dans l'utopie néolibérale, la société de marché fonctionne toute seule dans le cadre d'un État minimal : les prix nous informent de la valeur de nos actions, le profit est le sceau d'approbation du projet individuel par la collectivité. Le néolibéralisme soutiendra donc les thèses de l'État minimal, de l'inviolabilité de la propriété privée, du rejet des répartitions étatiques et, par voie de conséquence, celle de l'élimination du droit

social. Le Prix Nobel Friedrich HAYEC, le saint de l'École néolibérale, a intitulé un de ses livres Le mirage de la justice sociale ; cela démontre que la radicalité de cette idéologie n'a pas à être inventée⁴. Aristote parlait d'un homme qui réalise sa nature sociable dans le service de la Cité ; les libéraux ont inventé une absurdité ontologique, un homme qui n'est libre qu'en poursuivant un intérêt personnel, qui récuse sa dette envers la société et qui identifie l'idéal social au totalitarisme. Le social ne répondrait à aucune intentionnalité, il n'apparaîtrait que par reliquat de l'action individuelle intéressée.

La doctrine néolibérale apparaît comme une métaphysique peuplée d'êtres imaginaires échappant à l'expérience empirique. Nous en examinerons quelques-uns seulement ici. Par exemple, cet énoncé voulant que le prix du marché soit toujours le bon prix. On nous dira ainsi que les Haïtiens et les Asiatiques, qui fabriquent des chaussures pour Nike au salaire de subsistance de 50 cents de l'heure, bénéficient du capitalisme de marché et reçoivent le juste salaire. On ne parle pas du déséquilibre dans le rapport de force présent dans la négociation de leur salaire ; on ne dit rien d'un système logiquement possible qui leur accorderait une plus grande part du prix de vente de 120 \$ la paire obtenu en Amérique pour ces chaussures. À noter que le propriétaire de Nike a accumulé une fortune de 4 milliards de dollars : c'est toujours le juste prix. Dernièrement, le Conseil du patronat et les chambres de commerce se sont farouchement opposés à l'équité salariale au nom des lois du marché. L'infériorité du travail féminin serait une loi objective (juste prix) et non pas une idéologie intéressée des affairistes qui obtiennent traditionnellement à escompte une bonne partie de leur main-d'œuvre.

Une autre litane mille fois répétée voudrait que seul le secteur privé crée de la richesse. Cette idée, une fois cristallisée en dogme, empêche d'apercevoir les contradictions les plus évidentes. C'est ainsi que Jean COUTU, en affairiste-pharmacien, affirmait au dernier sommet socio-économique tenu au Québec que le secteur public ne crée pas d'emplois ni de richesse, incluant dans cette stérilité économique les employés du secteur de l'éducation et de la santé. En même temps, sa chaîne de pharmacies privées débattait devant la Corporation des pharmaciens du droit de continuer de vendre des cigarettes. Voilà qui crée de la richesse ! Jusqu'aux grandes centrales syndicales qui se sont faites « entuber » dans de vagues notions de partenariat, lesquelles se sont concrétisées par des coupures pour les travailleurs et les services publics en même temps que des privatisations et des bonbons fiscaux pour les entreprises. Elles ont oublié un moment que cette idéologie de l'harmonie masque une essentielle lutte des classes. Le PQ a récupéré 800 millions de dollars en « scrappant » 18 900 emplois stables dans des secteurs d'utilité publique supérieure comme l'éducation et la santé pour subventionner, dans le cadre d'un capitalisme paternaliste, l'aventure d'emplois privés hypothétiques, probablement précaires et destinés à satisfaire des besoins de consommation secondaires. Une partie de l'argent confisqué à l'éducation vient d'être accordée à Ubi Soft, un fabricant d'un bien social premier... des jeux électroniques, en retour de l'aumône de quelques emplois. Par surcroît, comme ce fabricant est étranger, les profits sortiront du Québec. Une partie des fonds dérivés du secteur de la santé iront subventionner des mégaporcheries, le purin devenant le parfum national.

Les zéloteurs de la Nouvelle-Zélande nous la désigne comme un exemple du conte de fées néolibéral. On y a bradé les sociétés d'État : les télécommunications, les chemins de fer, les forêts ont été vendus aux Américains et aux Japonais, les banques aux Australiens, les assurances et les compagnies aériennes aux Britanniques et aux Australiens. Les Néo-Zélandais, néocolonisés, retrouvent maintenant ce qui constituait leurs biens publics dans les

oensée unique

bilans de multinationales auxquelles ils versent de copieux frais d'usagers qui partent s'investir à l'étranger. Suite à la révolution néolibérale en Alberta, les lits d'hôpitaux ont été éliminés dans une proportion de 44 % entre 1994 et 1996. Entre 1992 et 1995, le nombre d'infirmières a chuté de 8 275, une perte de 43 %⁵. Les impôts des compagnies ont rapporté 4,64 milliards \$ entre 1986/87 et 1992/93 (en excluant les agriculteurs) et le gouvernement a dépensé 9,97 milliards \$ en subventions à l'industrie (excluant 5,6 milliards aux agriculteurs). Les compagnies ont donc drainé 5,3 milliards \$ de fonds publics pendant cette seule période de six ans... mais elles ont l'insigne qualité d'être privées. Au Canada, selon l'Association médicale canadienne, le système de santé privé à deux vitesses est en marche, car 28 % des dépenses viennent déjà directement du portefeuille des patients. Les lits perdus se chiffrent à 50 000 depuis les coupures.

Un autre verset du credo voudrait qu'il faille, dans une économie mal en point, créer de la richesse avant de la distribuer. Or la richesse est là, le problème réside dans la répartition. Statistiques Canada rapporte que le salaire des travailleurs a augmenté d'un gros 2,1 % en 1996 pendant que les salaires des chefs de direction canadiens augmentaient de 32 % et les primes de direction de 61 % entre 1993 et 1996⁶. Cinquante d'entre eux ont gagné individuellement entre 1,6 et 19 millions \$ de salaire en 1996⁷. Le salaire moyen des p.d.g. des entreprises inscrites à la Bourse de Toronto s'élève à 927 117 \$, soit 31 fois le salaire moyen⁸. C'est sans compter les millions de dollars en options d'achat d'actions non exercées. Par exemple, Laurent BEAUDOIN de Bombardier, le Bonhomme sept-heures de l'indépendance du Québec, a fait 19,1 millions \$ en 1996, dont 17,5 millions par l'exercice d'options d'achat d'actions : c'est sans compter qu'il a en poche 41 millions \$ de plus en options d'achat d'actions non exercées. Au Québec, le salaire hebdomadaire, en termes réels, qui était de 573 \$ en 1983 a baissé progressivement à 548 \$ en 1995⁹. Où est allée la hausse de productivité due au progrès technologique accéléré ? Au capital qui a mangé le salaire. En effet, les indices boursiers ont augmenté de 25 % l'an dernier créant partout des milliers de fortunes instantanées.

Le néolibéralisme a créé une pression énorme pour l'élimination des normes environnementales en échange d'une croyance, indéfiniment répétée, en une hypothétique autodiscipline du marché. Mais partout à travers le monde, une fois les ressources épuisées, le capital anonyme ne fait que se déplacer vers un autre site à exploiter. Il est impossible de faire un recensement de toutes les parties concernées par les « externalités », les dommages à l'environnement, surtout quand les effets sont à long terme ; le marché ne peut donc en tenir compte. Des parties ayant intérêt à des ressources sont exclues arbitrairement du cercle des échangistes. Le capitalisme pense avoir trouvé dans le profit le mécanisme idéal de la signalisation de l'usage optimal des ressources. Or, un profit d'un million peut être réalisé en générant un coût social de 2 millions dissimulé par les postulats comptables déficients. Une partie de la population n'a pas accès aux biens sociaux premiers pendant qu'une autre partie enrichie consomme des biens ostentatoires destinés à flatter sa vanité : le capitalisme continue d'affirmer son aptitude à gérer la rareté. Ceux qui dominent l'économie doivent insinuer qu'ils ne font que décoder les lois objectives du marché, on doit les admirer et ils ne portent aucune responsabilité envers les « perdants ». Selon ce schéma capitaliste du profit indicateur de l'utilité, les compagnies de tabac ou les barons de la drogue enrichis de milliards de dollars seraient des êtres d'une utilité suprême, récoltant les fruits de leurs bons offices envers la demande.

Personne n'ose plus poser la question de la finalité de la technique, les crânes sont farcis du paradigme de la croissance sans limite des pays avancés alors qu'il n'est absolument pas généralisable à l'ensemble de la planète. La plupart des énoncés du néolibéralisme sont frappés par un verdict de non-sens ou par une subjectivité radicale. La pensée unique s'installe quand même car le martelage répété des cervelles fait qu'on en vient à se persuader qu'il s'agit là de la seule façon correcte de penser si l'on veut faire partie du cercle des gens raisonnables¹⁰. Le néolibéralisme avance d'ailleurs couvert du voile de la « rationalisation ». Il s'agit de mettre à jour cet appareil idéologique, d'exposer ses postulats, ses a priori implicites et de procéder à sa déconstruction¹¹. Une thèse existentialiste responsabilisante affirme : « On ne peut pas ne pas choisir ». Ne rien faire, c'est choisir le néolibéralisme.

¹ HALAMI, Serge, « Les boîtes à idées de la droite américaine », *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

² MC QUAIN, L., *Shooting the hippo, death by deficit*, Penguin Books, 1996, p. 18.

³ GEORGE, Susan, « Comment la pensée devient unique », *Le Monde diplomatique*, août 1996, p. 16-17. Voir aussi « La fabrication d'une idéologie », *Manière de voir*, n° 32, nov. 1996, p. 31-34.

⁴ HAYEK, Friedrich, « Le mirage de la justice sociale », *Droit, législation et liberté*, tome 2, Paris, PUF (coll. « Libre-échange »), 1982.

⁵ TAFT, Kevin, *Shredding the public interest, Ralph Klein and 25 years of one-party government*, The University of Alberta Press, 1997, p. 48.

⁶ TREMBLAY, Rodrigue, « Surenchère des salaires des gestionnaires », *Les Affaires*, 1^{er} mars 1997, p. 6.

⁷ *Report of business*, 12 avril 1997, p. B-6.

⁸ KROL, Arianne, « Les P.D.-G. les mieux payés », *Commerce*, n° 8, août 1996, p. 18-27.

⁹ LANGLOIS, Simon, « Tendances de la société québécoise », *Québec 1997*, Fides Le Devoir, p. 32.

¹⁰ KAHN, Jean-François, *La pensée unique*, Paris, Fayard, 1995, p. 301 et suiv.

¹¹ BERNARD, Michel, *L'utopie néolibérale*, Montréal, Édition du Renouveau québécois, 1997, 325 pages.

